



**PRÉFET
DE L'ESSONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

**Arrêté n°2025.PREF/DCPPAT/BUPPE/ 227 du 24 juin 2025
mettant en demeure la Société AALYAH-RECYCLAGE de respecter les prescriptions
applicables pour son établissement situé 7-9, Rue de la Fosse Montalbot sur le
territoire de la commune de VIGNEUX-SUR-SEINE (91270)**

LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI, en qualité de Préfète de l'Essonne,

VU le décret du 6 décembre 2022 portant nomination de M. Olivier DELCAYROU, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-PREF-DCPPAT-BCA-193 du 19 mai 2025 portant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, sous-préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/163 du 25 juin 2021 portant autorisation environnementale relative à l'exploitation d'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou non dangereux ainsi que le traitement de déchets non dangereux, par la Société AALYAH-RECYCLAGE, localisée 7-9, Rue de la Fosse Montalbot sur la commune de VIGNEUX-SUR-SEINE (91270),

VU l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 12 mars 2025, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 26 novembre 2024, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 19 mai 2025 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier préfectoral susvisé au terme du délai imparti,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 26 novembre 2024, l'inspecteur a constaté les non-conformités suivantes :

- l'exploitant n'a pas fourni le rapport d'installation et le dernier rapport de vérification annuelle du disconnecteur sur le réseau d'eau publique,
- l'exploitant n'a pas présenté la procédure de désactivation de la pompe de relevage en cas d'incident, et n'a pas fourni l'attestation de connaissance de cette procédure par le personnel du site,
- l'exploitant n'a pas procédé à l'enregistrement de son établissement au registre du commerce ni à son inscription sur le site TRACKDECHETS,
- l'exploitant n'a pas présenté les consignes d'exploitation, n'a pas communiqué à l'inspection la liste des personnes nommément désignées capables d'appliquer la procédure de sécurité et n'a pas procédé à leur affichage,
- l'inspecteur a constaté des traces d'hydrocarbures au sol et une hauteur de stockage des métaux trop élevée, ce qui génère un déversement en dehors du site d'exploitation alors que la zone d'activité permet largement de descendre la hauteur de stockage. Des déversements ont également été constatés au niveau de la presse-cisaille,
- l'exploitant n'a pas fourni le plan des réseaux d'eaux à jour,
- l'exploitant n'a pas réalisé la campagne semestrielle de mesures d'autosurveillance des eaux de rejets pour le premier semestre 2024,
- l'exploitant n'a pas procédé à l'identification au moyen d'un étiquetage avec le nom des substances, mélanges et pictogrammes de risques,
- l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées le plan à jour des zones à risques sur le site,
- l'exploitant n'a pas fourni les justificatifs de reprise d'imperméabilisation du site et les déchets sont exposés aux intempéries sachant que la dalle béton peut entraîner des infiltrations d'eaux polluées,
- l'exploitant n'a pas mis en place l'affichage d'identification des déchets et de catégorisation des risques sur les zones de stockage,
- l'exploitant n'a pas mis en place l'affichage approprié sur les contenants des déchets et le plan des zones à risques n'a pas été fourni à l'inspection,
- l'exploitant rejette des hydrocarbures dans le milieu naturel de la fosse Montalbot. Le séparateur d'hydrocarbure n'est pas raccordé correctement au réseau d'eaux pluviales de la zone d'activité,

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté du 25 juin 2021 susvisé et notamment :

- les articles 2.3.1 et 9.1.4 : Propreté et entreposage des déchets,
- l'article 4.1.1.2 : Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement,
- l'article 4.2.1.4.2 : Isolement avec les milieux,
- l'article 4.3.4 : Entretien et conduite des installations de traitement,
- l'article 2.1.2 : Consignes d'exploitation,
- l'article 4.2.1.2 : Plan des réseaux,
- l'article 4.5.2 : fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets aqueux,
- l'article 6.1.2 : Étiquetage des substances et mélanges dangereux,
- l'article 8.2.1 : Localisation des risques,
- l'article 8.5.1 : Organisation de l'établissement,
- l'article 9.3.2 : Réception des déchets,
- l'article : 9.3.3 : Stockage,
- les articles 4.3.2 et 4.3.4 : Collecte des effluents et entretien et conduite des installations de traitement,

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société AALYAH-RECYCLAGE de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La Société AALYAH-RECYCLAGE, dont le siège social est situé 24, Chemin Latéral 92220 BAGNEUX, exploitant une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou non

dangereux ainsi que le traitement de déchets non dangereux sise 7-9, Rue de la Fosse Montalbot 91270 VIGNEUX-SUR-SEINE, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté du 25 juin 2021 susvisé et notamment :

dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- les articles : 2.3.1 et 9.1.4 - Propreté et entreposage des déchets : en maintenant le site propre, en récupérant les déchets déversés derrière le mur ainsi qu'au niveau de la presse-cisaille et en abaissant la hauteur de stockage des métaux à une hauteur n'excédant pas 5,60 m.

dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article : 4.1.1.2 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement : en s'assurant de la présence d'un disconnecteur sur le réseau d'eau publique et en effectuant une vérification annuelle de ce dernier par un organisme compétent.
- l'article : 4.2.1.4.2 - Isolement avec les milieux : en fournissant à l'inspection, les procédures d'activation et de désactivation de la pompe de relevage en cas d'incident et l'attestation de connaissance de cette procédure par le personnel du site.
- l'article : 4.3.4 - Entretien et conduite des installations de traitement : en procédant à l'enregistrement de son site au registre du commerce et par la suite, à l'inscription de cet établissement sur TRACKDECHETS.
- l'article : 2.1.2 - Consignes d'exploitation : en fournissant à l'inspection, les consignes d'exploitation rédigées, la liste des personnes nommément désignées capables d'appliquer la procédure de sécurité et en affichant ces consignes sur le site d'exploitation.
- l'article : 4.2.1.2 - Plan des réseaux : en fournissant à l'inspection le plan des réseaux à jour.
- l'article : 4.5.2 - fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets aqueux : en procédant aux analyses des eaux superficielles de sortie du séparateur d'hydrocarbures de façon semestrielle.
- l'article : 6.1.2 - Étiquetage des substances et mélanges dangereux : en identifiant les emballages au moyen d'un étiquetage les fûts et réservoirs présents sur le site. Le nom des substances et mélanges doit être noté avec les pictogrammes des risques correspondants.
- l'article : 8.2.1 - Localisation des risques : en fournissant à l'inspection, le plan actualisé des zones à risques.
- l'article : 8.5.1 - Organisation de l'établissement : en fournissant à l'inspection, les justificatifs de reprise d'imperméabilisation du site.
- l'article : 9.3.2 - Réception des déchets : en procédant à la mise en place d'un affichage d'identification et de catégorisation des risques sur les zones de stockage des déchets.
- l'article : 9.3.3 - Stockage : en mettant en place l'affichage approprié sur les contenants des déchets et en fournissant à l'inspection des installations classées pour l'environnement, le plan des zones à risques.
- les articles : 4.3.2 et 4.3.4 - Collecte des effluents et entretien et conduite des installations de traitement : en procédant au nettoyage trimestriel du séparateur d'hydrocarbures, en comblant avec du béton l'ensemble de la canalisation du réseau d'eau pluviale abandonné du site qui rejette les effluents dans la fosse Montalbot et en raccordant de façon pérenne les eaux de rejet du séparateur d'hydrocarbures au réseau d'eau pluviale de la zone d'activité.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.


ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la Société AALYAH-RECYCLAGE, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Maire de VIGNEUX-SUR-SEINE.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général



Olivier DELCAYROU